



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pauvreté

Question au Gouvernement n° 3784

Texte de la question

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Brard, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, le 1er novembre dernier, à deux pas d'ici, un enfant est né dans la rue. Les deux parents habitaient sous une tente. Le bébé est mort. Le 2 novembre dernier, à Orléans, un chômeur de cinquante-quatre ans a vu son électricité coupée. Il s'éclairait à la bougie. Il est mort brûlé vif dans son appartement.

Huit millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté, quatre millions trois cent mille chômeurs, cent millions de repas servis par les Restaurants du coeur : voilà votre bilan. Et pendant ce temps-là, vos amis du CAC40 (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) ont vu leurs bénéfices progresser de 85 % en un an. Nous, au Front de gauche, nous sommes avec les gens qui souffrent, avec ceux qui tirent le diable par la queue, avec ceux qui ont peur pour l'avenir de leurs enfants, avec les membres des couches moyennes qui craignent de perdre leur travail et de tomber dans la pauvreté.

C'est vrai que nous ne sommes pas du même côté. Jusqu'à présent, monsieur le Premier ministre, avec le Président de la République, vous avez été du côté des profiteurs. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Moi, je pense aux petits François, Farouk, Myriam, David dont les yeux ne brilleront pas d'émerveillement devant le sapin de Noël, à cause de la politique que leurs familles subissent. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le Premier ministre, je vous suggère de méditer la phrase de cette sainte femme que fut Geneviève De Gaulle-Anthonioz : " Un nouveau totalitarisme est en train de naître, celui de l'argent. Ayons le courage de refuser que des personnes et des familles vivent dans l'inhumanité. "

Êtes-vous prêt, monsieur le Premier ministre, à renoncer à votre zèle en faveur des privilégiés et à écouter Geneviève De Gaulle-Anthonioz ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des solidarités et de la cohésion sociale.

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre des solidarités et de la cohésion sociale*. Monsieur le député, la lutte contre la pauvreté, le combat en faveur des plus modestes d'entre constituent le fil rouge de la politique gouvernementale. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*) Les derniers chiffres de l'OCDE ont d'ailleurs montré que la politique sociale de notre pays, à laquelle sont consacrés 30 % du produit intérieur brut, était le meilleur rempart contre la pauvreté...

M. Pierre Gosnat. Ce sont les départements et les communes qui agissent, pas l'État !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre*. ...et que c'était dans notre pays que la pauvreté avait le moins augmenté.

D'ailleurs, le bilan qui vient d'être dressé lors de la Conférence nationale du RSA a montré qu'avec les politiques du Gouvernement, nous avons sorti 150 000 personnes de la pauvreté et que le revenu de solidarité active, qui a permis de consacrer 1,5 milliard d'euros de plus aux politiques de lutte contre la pauvreté, était une véritable réussite.

Nous ne nous sommes pas limités à cela. Dois-je rappeler, monsieur le député, que l'allocation pour adulte handicapé a augmenté de 25%, et que le minimum vieillesse, devenu l'ASPA, a aussi augmenté de 25 % ?

La mobilisation du Gouvernement, mesdames et messieurs les députés, est donc totale dans la lutte contre la

pauvreté. Et je ne laisserai pas dire qu'il y a d'un côté, vous qui vous battez aux côtés des pauvres ("*C'est pourtant la réalité !*" sur les bancs du groupe GDR) et, de l'autre, nous.

Nous sommes entièrement mobilisés. Nous défendons notre modèle social, et si nous voulons avoir une véritable politique de retour à l'équilibre, c'est précisément pour protéger ce modèle social qui fait l'identité et la fierté de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Brard](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (7^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3784

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Solidarités et cohésion sociale

Ministère attributaire : Solidarités et cohésion sociale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 décembre 2011